

Bientôt une députée voilée à l'Assemblée nationale ?

Article rédigé par , le 18 mai 2017

[Source : Boulevard Voltaire]

Le communautarisme, en politique, a de beaux jours devant lui.

Bien sûr, la probabilité de voir Hülya Sahin élue à l'Assemblée nationale est faible. La candidature, dans les Yvelines, de la femme de 44 ans fait, en revanche, beaucoup de bruit. Et pour cause : la candidate du Parti Égalité Justice arbore fièrement le voile sur son affiche de campagne.

Évidemment, Hülya Sahin souhaite qu'on retienne « *autre chose de sa candidature* » et affirme qu'elle n'est pas « *une femme soumise* ». D'ailleurs, ajoute-t-elle, comme s'il y avait là une comparaison judicieuse à effectuer, « *s'interroge-t-on sur la couleur de la chemise des hommes politiques ?* » Pour la rassurer, ce n'est pas la couleur du voile qui pose problème, mais le port du voile lui-même.

Par le passé, déjà, le Nouveau parti anticapitaliste avait présenté – sans succès malgré la polémique – une femme voilée dans la région PACA. Deux femmes arborant le hijab ont, par contre, déjà été élues lors de scrutins municipaux à Argenteuil et à Ézanville.

Si voir une femme voilée à l'Assemblée nationale est, à ce stade, prématuré, l'évolution des mœurs et le cosmopolitisme sans fard des dirigeants amèneront à moyen terme des députées au chef couvert dans l'enceinte parlementaire.

Ce ne sera pas une première en Europe. En 2009, Mahinur Özdemir est entrée au Parlement bruxellois après son élection sur les listes du Centre démocrate humaniste.

Elle fut, en son temps, présentée comme un modèle d'intégration et un exemple à suivre qui ferait taire tous les détracteurs du voile. Mais ça, c'était avant : depuis, la jeune femme a été exclue de sa formation politique après avoir tenu des propos négationnistes sur le génocide arménien.

Hülya Sahin affirme avoir été l'objet d'insultes qui pourraient déboucher sur une plainte, à en croire Sakir Colak, président du Parti Égalité Justice. Si l'on peut regretter les excès de langage suscités par la candidature, on doit en revanche se pencher sur la nature de la formation politique dont se réclame la candidate.

Le parti, fondé en 2015, est proche de l'AKP du très conservateur président turc Recep Tayyip Erdoğan et défend un islam qui s'affirme dans l'espace public. Les tentatives d'adoucissement de la ligne politique du Parti Égalité Justice par un discours social ne duperont personne.

Partout, en Europe, des phalanges politiques communautaristes se créent. Aux Pays-Bas, DENK défend les immigrés, principalement turcs et marocains, et a obtenu trois sièges lors des dernières élections législatives de mars 2017. En Belgique, le parti ISLAM, qui fait une timide percée dans le jeu politique, a pour ambition d'instaurer... la charia.

Le communautarisme, en politique, a de beaux jours devant lui. Et ses représentants pourraient débouler dans les enceintes parlementaires.

